



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Assassinat de Samuel Paty

Question au Gouvernement n° 3421

Texte de la question

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne.

M. André Chassaigne. Vendredi a été commis un acte d'une barbarie inouïe : M. Samuel Paty a été décapité parce que l'enseignement qu'il dispensait dans l'école de la République ne convenait pas à quelques parents d'élèves et à un minable prédicateur – leurs dénonciations sont parvenues jusqu'à un individu qui, au nom d'une idéologie islamiste, a commis l'impensable. Nous voulons dire à la famille de M. Samuel Paty, à ses élèves et à tout le monde enseignant notre tristesse et notre entière solidarité dans l'épreuve, mais aussi notre colère. *(Applaudissements sur de très nombreux bancs.)*

Les valeurs que Samuel Paty transmettait à ses élèves nous obligent à la dignité. Pour cela, notre nation doit être unie – unie au service de la paix et non de la haine ou de la vengeance aveugle ; unie sans instrumentalisation politique, mais avec lucidité.

M. Philippe Vigier. Très bien !

M. André Chassaigne. Ces valeurs nous obligent à défendre la laïcité avec la plus grande ferveur et, au nom de ce principe avec lequel nous ne pouvons transiger, nous nous devons de respecter l'exercice de tous les cultes, dès lors qu'ils se conforment aux lois de la République. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LaREM, Dem et Agir ens.)*

La mort de Samuel Paty nous oblige aussi après de tous les enseignants qui doivent pouvoir accomplir sans peur, mais avec les moyens nécessaires, la mission fondamentale que la nation leur a confiée : offrir à nos enfants l'émancipation par le savoir. Nous ne devons jamais accepter la moindre défaillance à cet égard, parce que partout où la République recule, l'obscurantisme progresse. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR, SOC et LaREM.)*

Cette mort nous oblige enfin à endiguer l'emprise de l'islamisme politique, à éradiquer ce terrorisme abject, dans le respect des règles de l'État, mais sans concessions. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LaREM, Dem, SOC, FI, LT et Agir ens.)* Le pire serait de tomber dans le piège de la division, d'affaiblir cette belle mission qu'est l'enseignement, mais aussi de laisser croire que nos concitoyens de confession musulmane s'accommodent du terrorisme islamiste. Si tel était le cas, celui qui a ôté Samuel Paty à sa famille et à notre pays aurait gagné. (Mmes et MM. les députés des groupes GDR, LaREM, Dem, SOC, FI, LT et Agir ens se lèvent et applaudissent.)

M. Damien Abad. Voilà le vrai visage de la gauche !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Permettez-moi de vous féliciter pour vos propos, ... (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens*)

M. Damien Abad. Nous ne sommes pas à l'école !

M. Jean Castex, Premier ministre. ...car je crois qu'ils sont tout simplement à la hauteur des circonstances que nous vivons. Je sais bien qu'il est toujours simple de polémiquer.

Mme Émilie Bonnivard. Nous ne polémiquons pas, nous voulons des actes !

M. Jean Castex, Premier ministre. On polémique sans cesse : à propos de la crise sanitaire, à propos de la crise économique et à propos de la crise sécuritaire. Que cherche-t-on ? (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. Damien Abad. Cela s'appelle débattre !

M. Jean Castex, Premier ministre. À améliorer la situation de nos concitoyens ? À trouver les réponses les plus adaptées ? Ou à verser dans un électoralisme inadapté aux circonstances ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Vives protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Notre majorité, elle, cherche à agir – et elle le fait. Je suis d'ailleurs certain, à vous écouter, que tous, sur ces bancs, vous voterez en faveur du projet de loi de lutte contre les séparatismes que nous vous soumettrons dans quelques semaines, en même temps que vous vous efforcerez de l'améliorer.

Vous avez raison, cher président Chassaigne : il est des moments où une nation doit se réunir. (M. Bruno Fuchs applaudit.) L'atteinte portée à son personnel enseignant en la personne du professeur Paty est une attaque contre la France, et la France tout entière doit se lever pour dire non. (Mmes Cendra Motin et Maud Petit applaudissent.) Le Gouvernement et l'État sont à la manœuvre pour mener ce combat contre l'islamisme radical.

Mme Émilie Bonnivard. Paroles, paroles !

M. Jean Castex, Premier ministre. Ce combat, nous le gagnerons ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem, Agir ens et LT ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3421

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 octobre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 octobre 2020](#)